



## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**











### **MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX**

**Travaux de réhabilitation et d'amélioration de la performance énergétique de la CCI RODEZ par la dépose de groupes froids et pose de PAC réversibles**

**Maître d'ouvrage (MOA)**  
CCI AVEYRON – Cité de l'Entreprise et de la Formation  
5 rue de Bruxelles – 12000 Rodez

**Profil acheteur (PLACE) :** <https://www.marches-publics.gouv.fr>

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	<b>Objet</b>	Travaux de réhabilitation et d'amélioration de la performance énergétique de la CCI RODEZ par la dépose de groupes froid et pose de PAC réversibles
	<b>Type de contrat</b>	Marché public
	<b>Tranches optionnelles</b>	Sans tranches optionnelles
	<b>Clauses sociales</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	SOGED, F-Gas, ERP, décret tertiaire
	<b>Durée / Délai</b>	4 mois
	<b>Reconduction</b>	Sans
	<b>Prix</b>	Prix global forfaitaire
	<b>Variation des prix</b>	Avec
	<b>Avance</b>	Aucune variante

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	5
1.1 - Objet du contrat.....	5
1.2 - Décomposition du contrat.....	5
1.3 – Variantes : .....	5
1.4 – Prestations supplémentaires éventuelles .....	5
1.5 - Réalisation de prestations similaires.....	5
1.6 - Dispositif de vigilance.....	5
2 - Pièces contractuelles.....	5
2.1 Exhaustivité des pièces contractuelles .....	5
2.2 Forme des notifications.....	5
2.3 – Pièces particulières .....	6
2.2 – Pièces générales .....	6
2.3 – Indépendance des clauses .....	7
3 - Intervenants.....	7
3.1 - Maîtrise d'œuvre.....	7
3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier.....	7
3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs .....	7
3.5 - Interlocuteur unique du titulaire et référents de l'Acheteur .....	7
4 - Protection des données à caractère personnel .....	8
5 - Durée et délais d'exécution.....	8
5.1 - Délai global d'exécution des prestations.....	8
5.2 - Durée du contrat .....	8
5.3 - Délai d'exécution .....	Erreur ! Signet non défini.
5.4 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution.....	Erreur ! Signet non défini.
5.5 - Période de préparation du marché.....	Erreur ! Signet non défini.
6 - Prix.....	9
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	9
6.2 - Modalités de variation des prix .....	9
7 - Garanties Financières.....	10
8 - Avance .....	10
8.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	10
8.2 - Garanties financières de l'avance .....	11
9 - Modalités de règlement des comptes.....	11
9.1 - Décomptes et acomptes mensuels .....	11
9.2 - Présentation des demandes de paiement.....	11
9.3 - Délai global de paiement.....	11
9.4 - Paiement des cotraitants.....	11
9.5 - Paiement des sous-traitants.....	11
9.6 - Approvisionnement.....	12
10 - Conditions d'exécution – exigences spécifiques.....	12
10.1 Travaux en site occupé – obligations du titulaire .....	13
10.2 Exigences ERP (sécurité incendie, accessibilité) .....	14
10.3 - Préparation et coordination des travaux.....	14
10.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux .....	14
10.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier.....	14
10.3.3 - Registre de chantier.....	15
10.4 - Etudes d'exécution .....	15
10.5 - Installation et organisation du chantier .....	15
10.5.1 - Installation de chantier.....	15
10.5.1 - Emplacements mis à disposition pour déblais.....	16
10.7 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier .....	16
10.7.1 - Gestion des déchets de chantier .....	16
10.7.1.1 Dépose du groupe froid – obligations F-Gas & environnement.....	17
10.7.1.2 Gestion des déchets – SOGED et traçabilité.....	17
10.7.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux .....	17
10.7.3 - Documents à fournir après exécution .....	17
11 - Développement durable .....	18
12 - Réception.....	18
12.1 - Réception des travaux.....	18
12.1.1 - Dispositions applicables à la réception .....	18
12.1.2 - Réception partielle .....	19
12.1.2 - Epreuves concluantes.....	19
13 - Garantie des prestations.....	19
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle.....	19
15 - Pénalités .....	19

15.1 - Pénalités de retard .....	19
15.2 - Pénalité pour travail dissimulé .....	19
15.3 - Autres pénalités spécifiques .....	19
16 - Assurances .....	20
17 - Clause de réexamen .....	20
18 - Résiliation du contrat .....	22
18.1 - Conditions de résiliation .....	22
18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	22
19 - Règlement des litiges et langues .....	22
19.1 Règlement amiable des différends9 .....	22
19.2 Règlement juridictionnel des différends .....	22
20 - Clauses complémentaires .....	21
20.1 - Circonstances imprévisibles .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
21 - Dérogations .....	23

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent le marché public de travaux de la dépose de groupes froids existants et la fourniture-installation de pompes à chaleur (PAC) réversibles, y compris l'ensemble des adaptations hydrauliques, électriques, régulation/GTB, raccordements et mises en service, ainsi que les prestations liées au chantier en site occupé et au respect des obligations ERP et du décret tertiaire.

Lieu d'exécution :  
CCI AVEYRON  
Cité de l'Entreprise et de la Formation,  
5 Rue de Bruxelles,  
12000 RODEZ

## 1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots pour les motifs suivants : conformément à l'article L2113-11, le marché n'est pas alloté, la dévolution en lots séparés est de nature à rendre techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

## 1.3 – Variantes

Aucune variante.

## 1.4 – Prestations supplémentaires éventuelles

Aucune prestation supplémentaire éventuelles (PSE).

## 1.5 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

## 1.6 - Dispositif de vigilance

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D.8222-5, D.8222-7 et D.8254 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne de mise à disposition, gratuitement, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

# 2 - Pièces contractuelles

## 2.1 – Exhaustivité des pièces contractuelles

Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents préalablement échangés entre l'acheteur public et la société à la signature du présent marché.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

## 2.2 – Forme des notifications

Notification par le biais du profil d'acheteur.

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-Travaux.

Les notifications se font uniquement via le profil acheteur de la CCI de Région Occitanie : PLACE  
\*<https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

- Échanges dématérialisés – L'article 2 de l'acte d'engagement précise l'adresse électronique valide du titulaire pour les notifications dématérialisées.
- La notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur\*, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation, par dérogation à l'article 3.1.2 du CCAG Travaux, dans un délai de 2 jours calendaires à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai. En ce qui concerne la notification du marché au titulaire, la date de notification est celle apposée sur l'accusé de réception de notification joint à la copie du marché.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité.

## **2.3 – Pièces contractuelles**

### **2.3.1 Pièces particulières**

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

#### **Pièces contractuelles :**

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière, la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) en format Excel
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- les actes spéciaux de sous-traitance (DC4)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le cadre de réponse technique contractuel dument complété par le titulaire (Mémoire technique)
- Le planning détaillé d'exécution validé
- Les plans techniques (O1-GC, O2A-GC, O2B-GC, O3-GC, O4-GC)
- Les schémas de principes

Seules les pièces citées ci-dessus ont une valeur contractuelle. L'exemplaire de toutes ces pièces contractuelles est conservé dans les archives de l'acheteur public et fait seul foi.

Toute disposition insérée par le soumissionnaire lors du dépôt de son offre ou rajoutée par le titulaire dans l'établissement de ses devis, demandes de paiement ou toute autre pièce qui serait contraire aux pièces contractuelles est réputée non écrite.

#### **Pièces contractuelles post notification (à titre non exhaustif) :**

- Courriers, bons de commande, notes
- Les PV de chantier, comptes rendus de chantier objet du présent marché.
- L'ensemble des documents objet du présent marché établis et remis par le titulaire à la CCI Aveyron,
- Les actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché (sous-traitance, avenants...)

### **2.3.2 – Pièces générales**

- Le Code de la commande publique (modifié à droit constant)
- Le Cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Les normes de conception de la série NF EN 1990 à 1999 (Eurocodes) et leurs annexes nationales
- Le cahier des clauses spéciales (CCS) des documents techniques unifiés (normes NF DTU)

- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) en vigueur applicables aux marchés publics de travaux.
- L'ensemble des normes et réglementations mentionnées dans le CCTP et ses annexes

Ces dernières pièces, bien que non matériellement jointes au présent marché, sont réputées connues par le titulaire.

Cette liste n'est pas exhaustive, elle est un rappel des principales prestations obligatoires conformes aux règles en la matière.

### **2.3 – Indépendance des clauses**

Si l'une des stipulations du présent contrat est déclarée nulle ou inapplicable ou fait l'objet d'une requalification par un tribunal ou toute autre autorité compétente, ladite stipulation sera réputée non écrite et les autres stipulations du présent contrat continueront à produire leurs effets ; néanmoins, dans les conditions fixées par la loi et la jurisprudence, les parties conviendront d'une clause mutuellement satisfaisant et légale visant à remplacer les stipulation du présent contrat déclarée nulle ou non applicable.

## **3 - Intervenants**

### **3.1 - Maîtrise d'œuvre**

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

Groupe OCD – BET TCE

16 avenue des Glycines -12850 ONET-LE-CHATEAU

Tél. : 0565870068

Représenté par M Olivier DOUSSIÈRE

### **3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier**

Sans objet.

### **3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs**

La coordination sécurité et protection de la santé (SPS) pour cette opération de niveau III sera assurée par ZD Formation - 70 Avenue de Saint-Côme - 12500 ESPALION, représentée par M Didier ZIEBA.

### **3.4 - Contrôle technique**

Sans objet.

### **3.5 - Interlocuteur unique du titulaire et référents de l'Acheteur**

En complément de l'article 3.4 du CCAG-Travaux, il est précisé que l'identité et les coordonnées du titulaire figurent à l'acte d'engagement du présent marché.

Le titulaire désigne un interlocuteur privilégié dit « interlocuteur unique » pour le suivi de l'exécution des prestations. En cas de cotraitance, l'interlocuteur unique sera celui proposé par le membre mandataire. Le profil de l'interlocuteur unique ainsi que la composition de l'équipe sont fixés pour toute la durée de la mission.

Toute modification de la composition de l'équipe ne pourra intervenir que sur demande de l'acheteur public ou après son accord exprès.

Le titulaire désigne ainsi nominativement un interlocuteur unique ainsi qu'un suppléant de même compétence et à profil similaire, qui soit capable de le remplacer en cas d'empêchement. Ces deux personnes physiques sont désignées nominativement.

En cas de remplacement, le titulaire s'engage à assurer le transfert de compétence entre les deux profils afin de garantir la continuité et la pérennité des prestations, objet du présent marché. Le titulaire assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigé ou reçu à tout nouvel intervenant désigné pour le remplacer ou lui succéder, même provisoirement. Le passage de consigne fait l'objet d'un procès-verbal.

L'Acheteur désigne un ou plusieurs référents techniques chargés de faire le lien avec l'interlocuteur unique.

## 4 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité

## 5 - Durée du contrat et délais d'exécution

### 5.1 - Durée du contrat

L'acte d'engagement fixe la durée du contrat.

### 5.2 - Délai global d'exécution des prestations

La date prévisionnelle de début des prestations est le 09/2026.

La date prévisionnelle d'achèvement des prestations est le 12/2026.

La durée totale est estimée à 4 mois

- 1 mois de préparation, mise en place pour EXE
- 2 à 3 mois d'exécution

L'exécution des travaux débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

Une prolongation du/des délai(s) d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

### 5.3 - Planning prévisionnel et détaillé d'exécution et délais d'exécution

Le planning prévisionnel et détaillé d'exécution proposé par le titulaire dans son offre et conforme au phasage du planning fourni dans le DCE sera validé conjointement par le Maître d'ouvrage, la Maîtrise d'œuvre et le titulaire avant transmission de l'ordre de service. La validation du planning prévisionnel et détaillé d'exécution par les parties rend le planning contractuel.

### 5.4 - Période de préparation du marché

La durée de la période de préparation, incluse dans le délai global d'exécution du marché, est de maximum 30 jours ouvrés.

Toutefois, ce délai ne fait pas obstacle à ce que certains travaux puissent être exécutés avant l'expiration de la période de préparation, dès lors que toutes les conditions requises sont réunies.

### 5.5 – Modification des délais d'exécution

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 al. 1 et 2 du CCAG-Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, pour la durée totale du marché, est fixé à 5 jours.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 al. 3 du CCAG-Travaux, les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite au-delà de la durée indiquée :

Nature du phénomène	Intensité limite
Vitesse du vent	80 KM/H
Pluviométrie	10 mm dans la journée répartis sur plus d'une heure
Température	-5° au niveau du sol



Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique de :

La station Météo-France « Rodez – Marcillac »  
Nom exact : Station météorologique de Rodez – Marcillac  
Indicatifs : 07552, LFCR, MF12254001  
Altitude : 578 m  
Coordonnées : 44,41°N / 2,48°E

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'acheteur public au titulaire lorsque celui-ci est mis dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels du fait de l'acheteur public ou du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure.

Si le titulaire rencontre des difficultés significatives pour réaliser sa mission et qui ne sont imputables ni à l'acheteur public, ni à un cas de force majeure, l'acheteur public peut accorder à ce dernier un sursis d'exécution sous réserve d'en avoir été informé dans les conditions décrites ci avant. Ce sursis d'exécution se traduit par un report de délai.

Toutes les autres causes que celles énumérées ci-dessus ne pourront pas permettre une prolongation du délai contractuel. Le délai, ainsi prolongé a pour l'application du marché, les mêmes effets que le délai contractuel

⇒ En cas de force majeure : Lorsqu'un cas de force majeure empêche l'exécution du marché, le titulaire devra justifier de l'impossibilité temporaire ou définitive pour lui, de poursuivre l'exécution du marché en conséquence de l'évènement qu'il qualifie de cas de force majeure.  
Conformément à l'article 17 du CCAG-Travaux, l'indemnisation du titulaire sera donc limitée aux seules pertes matérielles directement provoquées par le cas de force majeure.

⇒ Sursis d'exécution : Si le titulaire rencontre des difficultés significatives pour réaliser sa mission et qui ne sont imputables ni à l'acheteur public, ni à un cas de force majeure, l'acheteur public peut accorder à ce dernier un sursis d'exécution sous réserve d'en avoir été informé dans les conditions décrites ci avant. Ce sursis d'exécution se traduit par un report de délai.

## **6 - Prix**

### **6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués**

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Le prix des prestations faisant l'objet du présent marché est un prix forfaitaire définitif et fermes.

Il est cependant actualisable dans les conditions définies à l'article 6.2.

Le prix ainsi actualisé reste ferme pendant toute la période d'exécution des prestations et constitue le prix de règlement.

### **6.2 - Modalités d'actualisation des prix**

Le prix sera actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le soumissionnaire a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations ; cette actualisation sera réalisée selon les modalités ci-après.

La date d'établissement des prix est la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans l'offre.  
Cette date permet de définir le "mois zéro".

Les prix sont actualisables par application aux prix du contrat d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$C_n = (BT40(d-3) / BT40(o))$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient d'actualisation.
- d : mois de début d'exécution des prestations.
- Index (d-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois d du début d'exécution des prestations soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Lorsqu'une actualisation est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, l'actualisation définitive, calculée sur la base de la valeur finale de l'index correspondant, intervient au plus tard trois mois après la publication de cette valeur.

L'index de référence, publié(s) par l'INSEE, est l'index BT40 « Index du bâtiment - Chauffage central (à l'exclusion du chauffage électrique) - Base 2010 ».

En cas de disparition de l'indice retenu pour l'actualisation, la méthode proposée par l'INSEE, afin d'assurer la concordance des indices, est utilisée sans qu'il soit nécessaire de procéder par un avenant. Lorsqu'aucune concordance n'est prévue, l'indice retenu pour l'actualisation est remplacé par un indice équivalent choisi et arrêté de commun accord entre le titulaire et l'acheteur. L'acheteur notifie sa décision au titulaire, par tout moyen permettant de donner date certaine, l'indice ainsi retenu et ses conditions de mise en œuvre, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant et sans préjudice des dispositions relatives à la formule et à ses conditions de mise en œuvre prévus par le présent document.

## **7 - Garanties Financières**

Une retenue de garantie de 5,00 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

## **8 - Avance**

Conformément à l'article R.2191-4 du Code de la commande publique, l'acheteur ne prévoit aucune avance dans les cas où celle-ci n'est pas obligatoire.

### **8.1 - Conditions de versement et de remboursement**

Le CCAG-Travaux (Arrêté du 30 mars 2021 modifié, article 10.1, option A par défaut est applicable au présent marché :

- si l'avance n'est pas obligatoire au sens du CCP, aucune avance n'est due ;
- si l'avance est obligatoire, elle est soit versée conformément au CCP et à l'option A, soit non versée en cas de renonciation expresse du titulaire (art. R.2191-5 du CCP). Les modalités de calcul, de versement et de remboursement de l'avance demeurent celles prévues aux articles R.2191-7 à R.2191-11 du CCP et au 10.1 du CCAG-Travaux.

Le cas échéant, le remboursement de l'avance s'effectue par précompte sur les sommes dues (acomptes/solde) selon les clauses du marché, conformément à l'article R.2191-11 du CCP. (À défaut de stipulation, les règles supplétives en vigueur s'appliquent)

## **8.2 - Garanties financières de l'avance**

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

# **9 - Modalités de règlement des comptes**

## **9.1 - Décomptes et acomptes mensuels**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

Si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas connues, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général. Le décompte général et définitif lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne la variation de prix afférente au solde.

Le représentant du pouvoir adjudicateur notifiera au titulaire le montant de cette variation de prix au plus tard dix jours après la publication de l'indice ou l'index de référence permettant de calculer la variation du solde. La date de cette notification constitue le point de départ du délai de paiement de ce montant.

## **9.2 - Présentation des demandes de paiement**

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13002247800072

## **9.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement et après vérification du service fait sous réserve des conditions suivantes :

- les prestations sont conformes en tous points aux engagements
- aucune erreur ou anomalie relevée lors de la vérification de la demande de paiement

Si la demande de paiement n'est pas conforme au contrat, la CCI pourra suspendre le délai de paiement jusqu'à réception d'une demande conforme.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

## **9.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

## **9.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande

publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

## **9.6 - Approvisionnement**

Pour l'application de l'article 10.4 du CCAG-Travaux, il est précisé que les approvisionnements (et leurs prix) prévus dans les pièces (financières) du contrat peuvent figurer dans les décomptes mensuels. A l'appui de tout projet de décompte comportant des approvisionnements, le titulaire ou le sous-traitant doit justifier qu'il a acquis et effectivement payé les matériaux concernés en toute propriété. Les approvisionnements ne peuvent être pris en compte que s'ils sont lotis de telle manière que leur destination ne fasse aucun doute et qu'ils puissent être facilement contrôlés.

## **10 - Conditions d'exécution et exigences spécifiques**

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG Travaux.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG- Travaux. Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

### **Devoir de conseil**

Le titulaire a envers l'acheteur public un devoir de conseil et une obligation de renseignement. Ce devoir de conseil ne porte pas uniquement sur les aspects techniques. Le titulaire doit notamment informer l'acheteur public de l'ensemble des contraintes (administratives, réglementaires, etc.) inhérentes à l'opération envisagée. Il doit en outre informer l'acheteur public de toutes les évolutions dans la réglementation relatives aux prestations objet du présent marché.

### **Devoir de discrétion**

Le titulaire ou ses salariés qui, à l'occasion de l'exécution du présent marché, ont reçu communication de renseignements, documents ou objets quelconques, sont tenu de maintenir secrète ou confidentielle cette communication. Ces renseignements, documents ou objets, ne peuvent, sans autorisation de l'acheteur public ou son représentant, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître. Il en est pareillement de tout renseignement de même nature.

### **Devoir de résultat**

Le titulaire du marché s'engage à exécuter ses prestations conformément aux dispositions prévues au présent Cahier des clauses administratives particulières, ainsi qu'aux documents contractuels relatifs au présent marché. La présente obligation de bonne exécution des prestations objet du Cahier des clauses administratives particulières est une obligation de résultat.

Le titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations, ainsi que du personnel qu'il a engagé, celui-ci s'engage : à veiller à la sécurité de son personnel et des usagers du service public dans le cadre de l'exécution des prestations objet du présent marché ; à respecter les biens et installations publics appartenant à l'acheteur public ;

- à remettre à l'acheteur public l'ensemble des documents indiqués au Cahier des clauses administratives particulières, le cas échéant, et dans les conditions prévues au Cahier des clauses administratives particulières, ainsi que tout documents demandés par les représentants de l'acheteur public dans le cadre de leur objectif de vérification de bonne exécution du marché
- à être joignable et à assister l'acheteur public durant toute l'exécution des prestations ;
- à effectuer sa mission en respectant les principes de la bonne exécution des prestations dans les règles de l'art ;
- à effectuer ses prestations avec toute la diligence, la célérité, la réactivité et la discrétion qu'elles imposent.

Le titulaire s'adapte aux contraintes voirie, temps et horaires qui lui seront imposées, le cas échéant.

### **Exécution des prestations**

La bonne exécution du marché dépend essentiellement des intervenants affectés par le titulaire à l'exécution du marché. Le titulaire au titre de son offre s'engage à mettre en place une équipe de personnes d'expériences. Il est tenu de se comporter en conseiller loyal vis-à-vis de l'acheteur public et s'oblige à apporter les moyens et à faire preuve de la compétence, du soin et de diligence appropriée

dans l'accomplissement des prestations faisant l'objet du présent marché. Il s'engage ainsi à utiliser du personnel compétent ayant satisfait aux formations indispensables pour assurer la bonne exécution du marché.

Pendant toute la durée d'exécution du marché, le titulaire s'engage à maintenir l'expérience, la compétence du personnel affecté au projet, et en cas de remplacement à assurer le transfert de compétence afin de garantir la continuité et la pérennité des prestations, objet du présent marché. Il déclare faire son affaire des différends ou litiges avec ses agents dont l'origine serait par exemple un refus d'agrément ou dans une décision de remplacement.

En complément, le titulaire devra, au titre de son devoir de conseil, informer l'acheteur public, de toute modification ou évolution des normes ou réglementation relative aux travaux définis dans le présent marché durant toute sa durée.

Le titulaire ne peut se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux, et d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

Ces normes sont réputées parfaitement connues par le titulaire.

Les annexes listées au présent article font partie intégrante du marché.

Les pièces générales doivent être considérées comme étant celles en vigueur un mois avant la date limite de réception des offres.

Le titulaire est réputé avoir une parfaite et complète connaissance de l'ensemble des documents remis dans le cadre de la consultation, des dispositions légales et réglementaires de toute nature applicable à l'opération, au site et au présent marché. Le montant du marché est réputé en tenir compte.

## **10.1 Travaux en site occupé et obligations du titulaire**

Les prestations du présent marché sont exécutées en site occupé, dans un bâtiment recevant quotidiennement du personnel, des usagers et du public. À ce titre, le titulaire est soumis aux obligations suivantes, sans que cette liste soit limitative :

### **1. Continuité de service et coordination**

Le titulaire planifie et organise ses interventions de manière à garantir la continuité de fonctionnement du site, notamment sur les plans thermique, électrique, acoustique, d'accessibilité et de sécurité.

Toute intervention susceptible de perturber l'activité devra être anticipée, signalée et validée par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

### **2. Phasage et programmation des travaux**

Avant le démarrage du chantier, le titulaire élabore un phasage détaillé intégrant :

- les zones d'intervention successives ;
- les périodes de travaux bruyants ;
- les plages horaires compatibles avec l'activité du site ;
- les coupures et bascules techniques (électricité, CVC, GTB).

Ce planning doit être validé préalablement par le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre.

### **3. Gestion des coupures et perturbations**

Toute coupure, interruption ou dégradation temporaire d'un service (chauffage, froid, ventilation, électricité, GTB, accès, etc.) doit :

- faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable ;
- être annoncée au moins 5 jours ouvrés à l'avance ;
- être limitée au temps strictement nécessaire ;
- être réalisée hors périodes de forte occupation ;
- maintenir un niveau de service minimal compatible avec l'accueil des usagers.

### **4. Protection des usagers et sécurisation du chantier**

Le titulaire met en place l'ensemble des mesures nécessaires pour assurer la sécurité des personnes présentes dans le bâtiment, notamment :

- balisage et signalisation conformes (zones interdites, circulations réduites, risques spécifiques)

- cheminements protégés ;
- protections collectives (confinements, écrans anti-poussières, sas, capotages) ;
- maintien permanent des issues de secours, dégagements et dispositifs de sécurité incendie (SSI), sauf autorisation formelle et temporaire.

## **5. Maîtrise des nuisances**

Le titulaire limite les nuisances générées par ses interventions :

- bruit (travaux bruyants programmés hors périodes d'accueil du public) ;
- poussières (confinements, nettoyage quotidien) ;
- vibrations, odeurs, émanations ;
- évacuation régulière des déchets et propreté des circulations.

Toute nuisance anormale ou non anticipée doit être immédiatement signalée au maître d'œuvre.

## **6. Information et communication**

Le titulaire communique en temps réel toute contrainte nouvelle, aléa ou risque identifié lié à l'occupation du site.

Il tient un journal de coordination retraçant les interventions sensibles (coupures, nuisances, restrictions temporaires).

## **7. Responsabilité**

Le titulaire demeure pleinement responsable :

- de l'organisation du chantier dans un environnement occupé,
- de la protection des personnes,
- des dommages causés aux biens ou aux installations du maître d'ouvrage,
- du respect des obligations sécurité, hygiène et accessibilité.

Ces obligations ne donnent droit à aucune indemnisation particulière, le titulaire étant réputé avoir pris connaissance des lieux et des contraintes liées à un chantier en site occupé.

### **10.2 Exigences ERP (sécurité incendie, accessibilité)**

Le titulaire tient compte des obligations liées au site qui est un ERP (préciser le classement)

Il assure :

- le maintien permanent des cheminements d'évacuation et issues de secours.
- qu'aucune entrave durable ; dévoiements provisoires ne soient pas signalés et sécurisés.
- si nécessaire coordonne préalablement le SSI (isolements temporaires, consignations et essais sous contrôle MOE/Exploitant.)
- pour les travaux par points chauds du permis feu, moyens de première intervention, levée de feu.

### **10.3 - Préparation et coordination des travaux**

#### **10.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux**

Il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution du marché, d'une durée de 30 jours. Cette période débute à compter de la date fixée par ordre de service.

Chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants) doit établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 15 jours à compter du début de la période de préparation.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur SPS doit adapter et modifier le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier.

#### **10.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier**

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Il s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé au présent CCAP. Il informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions (avec leur objet) qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ainsi que de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement. Il donne aussi suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage. A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal. Il s'engage aussi vis à vis de ses sous-traitants à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions législatives et réglementaires.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 80,00 €, sans mise en demeure préalable, en cas de non-respect des délais de remise des documents fixés au présent article.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

### **10.3.3 - Registre de chantier**

Il n'est pas prévu de registre de chantier.

### **10.4 - Etudes d'exécution**

Le titulaire fournit les plans d'exécution et notes de calcul nécessaires lorsque requis par le CCTP/MOE ; pour visas préalables.

### **10.5 - Installation et organisation du chantier**

#### **10.5.1 - Installation de chantier**

Par dérogation à l'article 31 du CCAG-Travaux, le Maître d'ouvrage met à la disposition du titulaire, pour la durée du chantier et dans les conditions ci-après définies :

##### **1. Locaux et installations mis à disposition**

Le Maître d'ouvrage mettra gratuitement à disposition :

- les équipements sanitaires du bâtiment ;
- une salle destinée aux réunions de chantier et aux pauses ; (3<sup>ème</sup> étage, proximité de chantier)
- les réseaux d'eau et d'électricité, nécessaires à l'exécution des travaux.

Le titulaire veillera à une utilisation rationnelle de l'ensemble de ces installations et réseaux.

##### **2. Usage de la salle mise à disposition**

La salle mise à disposition aura les fonctions suivantes :

accueil des réunions de chantier ;

consultation et mise à disposition de la documentation du chantier (plans, registres, documents techniques, etc.) ;  
espace pour les pauses des équipes.

Les utilisateurs doivent maintenir les lieux propres en permanence.

La salle n'étant pas équipée pour les pauses déjeuner, le ou les titulaires peuvent, à leurs frais, organiser un espace de restauration temporaire, lequel devra faire l'objet d'une validation préalable du Maître d'ouvrage.

### **3. Obligations d'entretien et de remise en état**

Le titulaire assume l'entretien courant, la propreté et la bonne tenue des locaux et installations mis à disposition. Il veillera notamment à :

- préserver les lieux de toute dégradation ;
- maintenir un état de propreté compatible avec un usage partagé ;
- assurer la bonne utilisation des réseaux mis à disposition.

En cas de détérioration, y compris concernant les réseaux d'eau, d'électricité ou de télécommunication détériorés ou détournés, les frais de remise en état sont exclusivement à la charge du titulaire, sans préjudice des pénalités ou réparations auxquelles il pourrait être tenu.

### **4. Restitution en fin de chantier**

En fin de chantier, le titulaire devra :

- rendre les locaux en parfait état de propreté,
- évacuer l'ensemble des déchets, saletés, salissures,
- retirer tout matériel, objet ou élément qu'il y aurait entreposé ou fait entreposer,

afin de restituer les lieux dans l'état dans lequel ils ont été mis à disposition.

### **10.5.2 - Emplacements mis à disposition pour déblais**

Les lieux et conditions de dépôt des déblais en excédent sont les suivants :

Les déblais en excédent ont vocation finale à être éliminés dans les conditions prévues à l'article 36 du CCAG Travaux

En cas d'absence de production des éléments mentionnés aux articles 36.2.1 et 36.2.2 du CCAG Travaux, le titulaire se voit appliquer, après mis en demeure restée infructueuse, une pénalité dont le montant est fixé par les documents particuliers du marché.

Lorsqu'il aura été constaté que le titulaire n'a pas procédé à l'évacuation des déchets provenant de la démolition il sera fait application de l'article 37.2 du CCAG Travaux.

## **10.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier**

### **10.6.1 - Gestion des déchets de chantier**

L'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets.

Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

Aucun stockage de déchet n'est prévu, l'élimination devra être réalisée au fur et à mesure de la production de ces déchets en accord avec les prescriptions du CCTP.



### **10.6.2 Dépose du groupe froid**

Les interventions de dépose du groupe froid sont exclusivement réalisées par un opérateur titulaire d'une attestation de capacité (fluides frigorigènes).

Le titulaire s'assure :

- de la récupération des fluides avant dépose,
- de la traçabilité de leur évacuation via le bordereaux réglementaires (CERFA/registre) ;
- de la remise au MOA des justificatifs correspondants (quantités, destination, filière). Il en va de même pour la neutralisation et l'évacuation des huiles, filtres, isolants contenant d'éventuelles substances réglementées ;
- des consignations électriques.

### **10.6.3 Gestion des déchets – SOGED et traçabilité**

Le titulaire met en œuvre le Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets (SOGED) approuvé, comprenant le tri à la source, le stockage sécurisé, l'isolement des déchets dangereux, l'évacuation régulière, ainsi que l'acheminement vers des filières dûment agréées conformément à la réglementation en vigueur.

En tant que détenteur de déchets, le titulaire assume l'entière responsabilité des opérations liées à leur gestion.

Il transmet au maître d'ouvrage l'ensemble des pièces justificatives attendues, notamment :

- BSD (Bordereaux de Suivi des Déchets) pour tous les flux concernés ;
- Attestations de dépôt ou de traitement ;
- Documents de traçabilité environnementale et registres associés ;
- Tout élément exigé pour la gestion administrative et réglementaire du chantier.

Le titulaire veille à ce que tous les acteurs participant à la filière d'évacuation et de traitement respectent les obligations légales applicables.

### **10.6.4 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

### **10.6.5 - Documents à fournir après exécution**

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux, et ce dans les conditions définies à cet article.

Le contenu du dossier des ouvrages exécutés (DOE) comporte, au moins, les plans d'exécution conformes aux ouvrages exécutés établis par le titulaire, les notices de fonctionnement et les prescriptions de maintenance.

Le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) rassemble les données de nature à faciliter la prévention des risques professionnels lors des interventions ultérieures et, notamment, lors de l'entretien de l'ouvrage.

- DOE complet (plans « as built », notices, garanties, DOE énergétique, schémas GTB, liste des points, fichiers natifs si demandé).
- DIUO complété pour interventions ultérieures.
- Formats numériques largement disponibles (PDF/HTML/JPG + formats CAO/GTB définis par MOE).
- Un exemplaire DOE remis au coordonnateur SPS pour cohérence avec DIUO.

S'ils sont transmis sous forme électronique, tous les documents du DOE et ceux nécessaires à l'établissement du DIUO doivent être sécurisés, identifiables et interopérables avec les logiciels de dessin et de calcul du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage spécifiés ci-après.

Ces documents doivent être remis sous le format numérique suivant : les formats numériques sont des formats largement disponibles pour le Maître d'ouvrage tels que du format HTML, PDF, JPG et les formats professionnels définis par le Maître d'œuvre soit : DWG

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés est remis au coordonnateur SPS pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (DIUO).  
Conformément à l'article 15, en cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, une pénalité égale à 500,00 € par jour de retard est appliquée sur les sommes dues aux titulaires.

## 11 - Développement durable

Le titulaire applique les obligations environnementales tant dans le cadre du décret tertiaire par la

- Fourniture des fiches techniques des PAC et auxiliaires (COP, SCOP, SEER, puissance, niveaux sonores, fluide frigorigène).
- Paramétrages (lois d'eau/air, consignes, horaires, asservissements) documentés.
- DOE énergétique : bilans de réglages, procès-verbaux d'essais, courbes de performance, schémas « tels que construits », fiches de maintenance préventive.
- Interopérabilité GTB/SSI : description des points, protocoles (BACnet/Modbus...), adresses, synoptiques fournis.
- Engagements de performance : respect des performances catalogue dans les conditions normalisées ;
- mesures de réception (températures, débits, intensités, acoustique) consignées.
- optimisation énergétique des réglages, et fourniture d'un DOE énergétique (paramétrages, PV d'essais, schémas et points GTB).

que par les mesures de limitation des nuisances du chantier, valorisation des déchets conformément au SOGED spécifiées dans l'article 10.7.1 du présent CCAP.

## 12 - Réception

### 12.1 - Réception des travaux

#### 12.1.1 - Dispositions applicables à la réception

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

La réception sera réalisée globalement à la fin des prestations et comprendra la validation des DOE et DIUO.

Cependant, il est dérogé à l'article 41.3 du CCAG-Travaux par les dispositions suivantes : au vu du procès-verbal des opérations préalables à la réception et des propositions du maître d'œuvre, le maître de l'ouvrage décide si la réception est ou non prononcée ou si elle est prononcée avec réserves. S'il prononce la réception, il fixe la date qu'il retient pour l'achèvement des travaux. Cette date ne pourra pas être antérieure à la date de signature du dernier procès-verbal d'opérations préalables à la réception.

La décision ainsi prise est notifiée au titulaire dans les trente jours suivant la date du procès-verbal.

La réception prend effet à la date de signature du dernier procès-verbal d'opérations préalables à la réception.

Sauf le cas prévu à l'article 41.1.3 du CCAG-Travaux, à défaut de décision du maître de l'ouvrage notifiée dans le délai précisé ci-dessus, les propositions du maître d'œuvre s'imposent au maître de l'ouvrage et au titulaire.

Si la réception est prononcée avec réserve, les entreprises ont 2 semaines pour lever les réserves sauf si le procès-verbal de réception fixe un délai particulier plus court ou plus long.

Passé ce délai, le maître de l'ouvrage aura le droit de faire procéder à l'exécution des dits travaux par l'entreprise de son choix après mise en demeure préalable aux frais et risques et pour le compte de l'entrepreneur défaillant.

#### **12.1.2 - Réception partielle**

Sans objet.

#### **12.1.2 - Epreuves concluantes**

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies aux pièces techniques du cahier des charges ainsi qu'à la remise d'un rapport final de l'organisme de contrôle missionné par le titulaire du lot unique vierge de toute observation relative aux travaux réalisés en cohérence avec les indications inscrites au CCTP.

## **13 - Garantie des prestations**

Les travaux feront, après toutes les éventuelles levées de doute vues lors de la phase réception, l'objet d'une garantie de parfait achèvement d'une durée d'un (1) an (jusque fin 2027) sur l'ensemble des matériels objet des travaux réalisés dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

Les garanties particulières suivantes sont également prévues dans les conditions suivantes :  
Les garanties particulières s'appliqueront conformément à l'article 44 du CCAG Travaux la durée de garantie demandée est celle appliquée par la majorité des fournisseurs de ces matériels.

## **14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle**

Par dérogation à l'article 48 du CCAG-Travaux, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

Une exploitation commerciale des résultats par le titulaire est prévue. Toutefois, par dérogation à l'article 48.3 du CCAG-Travaux, aucune redevance ne sera versée au pouvoir adjudicateur.

## **15 - Pénalités**

### **15.1 - Pénalités de retard**

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 200,00 €. Les pénalités de retard sont comptabilisées et appliquées au DGD.

Le titulaire subira également, en cas de non-respect du délai contractuel d'exécution ou de livraison, une pénalité forfaitaire de 200,00 € par inexécution et/ou mauvaise exécution constatée et signalée. Les pénalités sont également applicables en cas de non-respect des délais partiels d'exécution prévus au présent marché. Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

Les pénalités ne se cumulent pas au-delà du plafond de 5% du montant global des travaux.

### **15.2 - Pénalité pour travail dissimulé**

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### **15.3 - Autres pénalités spécifiques**

En cas d'absence aux réunions de chantier, les entreprises dont la présence est requise se verront appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 80,00 € par absence.

### Synthèse des pénalités :

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Remise des plans et autres documents à fournir après exécution (DOE, plans de récolement...etc.)	Forfaitaire	500,00 €	par semaine de retard après la réception
Non-production ou production incomplète des documents d'exécution prévus au contrat et/ou par la réglementation en vigueur	Forfaitaire	300,00 €	par document par jour
Mauvaise exécution ou inexécution	Forfaitaire	200,00 €	après information au titulaire
Non-déclaration d'un sous-traitant	Forfaitaire	200,00 €	par semaine jusqu'à régularisation

## 16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux (dérogation au délai), tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc avoir contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil ;
- une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

## 17 - Clause de réexamen

Conformément aux articles L.2194-1 et R.2194-1 du Code de la commande publique, le marché peut être modifié, sans nouvelle procédure de mise en concurrence, uniquement dans les conditions ci-après, clairement définies, précises et non équivoques, et sans modification de la nature globale du marché.

### 17.1 Évolutions réglementaires strictement identifiées

Le marché peut être modifié lorsque l'exécution des prestations est affectée par une évolution législative ou réglementaire postérieure à la date de notification du marché, directement applicable aux prestations objet du marché, et imposant de manière objective une adaptation technique desdites prestations.

La modification est limitée aux seules prestations rendues nécessaires par cette évolution, à l'exclusion de toute modification de l'objet du marché.

Le montant cumulé des modifications intervenant au titre du présent article ne peut excéder 15 % du montant initial hors taxes du marché.

Ces modifications éventuelles, demandées par l'acheteur public afin de se conformer aux règles nouvelles, seront formalisées par la contractualisation à l'appui, d'un avenant.

Nouveaux prix : l'acheteur public détermine par ordre de service, des prix nouveaux dans les conditions et limites suivantes :

- prix en lien direct avec l'objet du marché ;
- prix intégrés l'intérieur d'une famille du bordereau des prix.

### 17.2 Produits ou matériels de substitution

Des produits ou matériels de substitution peuvent être acceptés lorsque :

- ils présentent des caractéristiques techniques équivalentes ou supérieures à celles prévues contractuellement ;
- ils sont strictement compatibles avec l'objet du marché ;
- leur incidence financière est nulle ou dûment justifiée.

La substitution est subordonnée à une demande écrite préalable du titulaire et à l'accord exprès du maître d'ouvrage. La formalisation le cas échéant, se fera par la contractualisation à l'appui, d'un avenant.

### **17.3 – Exclusions**

Les mécanismes suivants ne relèvent pas de la présente clause de réexamen :

- les adaptations d'exécution relevant des ordres de service ;
- la fixation de prix nouveaux dans les conditions prévues par le CCAG-Travaux ;
- les modifications résultant de circonstances imprévisibles au sens de l'article R.2194-5 du Code de la commande publique ;
- la substitution du titulaire régie par l'article R.2194-6 du Code de la commande publique.

## **18 – Modifications pour circonstances imprévisibles**

Lorsque, en cours d'exécution, survient une circonstance qu'une personne publique diligente ne pouvait prévoir lors de la conclusion du marché, modifiant de manière substantielle les conditions d'exécution du marché, celui-ci peut être modifié conformément à l'article R.2194-5 du Code de la commande publique.

Les parties examinent de bonne foi les conséquences techniques, financières et calendaires de cette circonstance.

Les modifications éventuellement apportées au marché sont :

- strictement limitées à ce qui est nécessaire pour faire face à la circonstance imprévisible ;
- formalisées par avenant ;
- sans modification de la nature globale du marché.

Les surcoûts pris en charge sont appréciés sur la base de justificatifs précis, directement liés à ladite circonstance.

A défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 46 du CCAG.

## **19 – Substitution du titulaire**

En application de l'article R.2194-6 du Code de la commande publique, le présent marché pourra être modifié notamment dans les cas suivants :

- fusion, absorption ou scission entraînant la transmission universelle du patrimoine ;
- cession du contrat autorisée par le maître d'ouvrage ;
- décès du titulaire personne physique ;
- restructuration juridique n'entraînant pas de modification substantielle du marché.

Le maître d'ouvrage vérifie que le titulaire substitué :

- ne relève d'aucun cas d'interdiction de soumissionner ;
- présente des capacités professionnelles, techniques et financières équivalentes.

La substitution ne peut entraîner aucune modification substantielle du marché et est formalisée par avenant.

## 20 - Résiliation du contrat

### 20.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire. Le pouvoir adjudicateur **se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.**

### 20.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## 21 - Règlement des litiges et langues

### 21.1 Règlement amiable des différends

Les parties s'engagent à résoudre leurs éventuels différends prioritairement par voie de conciliation. Toute contestation de la part du titulaire, relative à l'exécution du présent contrat, devra faire obligatoirement l'objet d'un mémoire en réclamation adressé au pouvoir adjudicateur avant toute saisine de la juridiction administrative.

Dans son mémoire en réclamation, le titulaire expose les motifs de son différend, indique, le cas échéant, les montants de ses réclamations et fournit les justifications nécessaires correspondant à ces montants. L'absence de réponse de la CCIR LR au bout de deux mois vaut décision implicite de refus.

### 21.2 Règlement juridictionnel des différends

En cas de conflit qui n'aurait pu être réglé à l'amiable par les deux parties, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif compétent est celui dans le ressort duquel l'autorité publique contractante a signé le contrat ; c'est-à-dire : le Tribunal Administratif de Toulouse 68 Rue Raymond IV - BP 7007 - 31068 TOULOUSE Cedex 07

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 22 - Dérogations

- L'article 4 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Travaux
- L'article 10.2.1 du CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG - Travaux
- L'article 10.2.3 du CCAP déroge à l'article 28.5 du CCAG - Travaux
- L'article 10.5.1 du CCAP déroge à l'article 31 du CCAG - Travaux
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 20.2 du CCAG - Travaux
- L'article 12 du CCAP déroge à l'article 44.1 du CCAG - Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.3 du CCAG - Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.1 du CCAG - Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.2 du CCAG - Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.4 du CCAG - Travaux
- L'article 15 du CCAP déroge à l'article 8.1.3 du CCAG - Travaux